

Le patronat français agit-il de façon irresponsable ?

Dans un contexte économique très difficile, le patronat a su jouer habilement pour obtenir des avantages fiscaux, via le CICE puis le pacte de responsabilité, pour un montant total d'environ 50 milliards d'Euro. Conséquence, alors que la France réduisait ses déficits depuis trois ans, le gouvernement annonce pour cette année un dérapage budgétaire avec 4.4 % de déficit contre 3.8 % initialement prévu, le retour à 3 % de déficit étant repoussé à 2017.

Le message du patronat peut se résumer ainsi : « donnez nous plus d'argent via des réductions d'impôts et nous ferons repartir l'économie ». Il faut bien comprendre que tant qu'un budget est en déficit, le moindre cadeau fiscal est un cadeau non financé, qui va gonfler la dette. Le gouvernement, peu averti de l'adage « un tiens vaut mieux que deux tu l'auras », a fini par céder à cette demande, espérant cueillir les fruits fiscaux d'une croissance future.

Or ce pari semble assez audacieux, car, comme expliqué dans un article précédent(1), il est fort probable que la France soit rentrée structurellement dans une période de croissance molle. En effet, les principaux facteurs de croissance, à savoir l'expansion démographique, le faible coût de l'énergie et les ruptures technologiques impactant fortement la productivité, ne sont plus au rendez-vous. De plus l'augmentation des inégalités renforce la tendance déflationniste en asséchant la consommation (les riches dépensant en proportion beaucoup moins que les pauvres). Or la dette de la France ne peut pas augmenter indéfiniment. La barre des 100 % se rapproche. Tout cadeau fiscal doit être mûrement réfléchi. Ainsi, il aurait été plus raisonnable que les demandes du patronat ne concernent que des aspects à très faible impact sur le budget de l'État, ou encore se concentrent sur une meilleure utilisation des moyens existants (tout ceci sans dégradation sociale). Cette démarche aurait été beaucoup plus responsable, les sujets ne manquant : simplification administrative, renforcement des économies d'échelle, synergie entre secteurs différents, formation du personnel, amélioration de l'efficacité des normes, etc. Malheureusement cette voie n'a pas été choisie et la réduction des déficits engagée depuis trois ans est désormais stoppée.

Le pari du gouvernement, qui espère relancer la croissance en baissant la fiscalité des entreprises, rappelle étrangement celui du gouvernement du quinquennat précédent, qui espérait la même chose en baissant la fiscalité des ménages. Résultat de cette politique : en quatre ans la dette a augmenté de plus de vingt points et les agences de notation ont dégradé la note de la France. Le comportement du patronat est donc assez irresponsable, la France emprunte aujourd'hui à des taux très bas, mais si la dette continue d'augmenter cette situation pourrait s'inverser. Et il ne restera alors plus que deux choix : soit la dévaluation interne, soit la sortie de l'Euro.

(1) http://mclams.free.fr/index.php?parent=index_articles.html&page_name=croissance_nulle.html